

**Bulletin de la Coalition-cégeps, vol. 2, n° 1, 7 avril 2008**

La Coalition-cégeps milite pour le maintien et le développement du réseau collégial.

---

### RENCONTRE DES PRINCIPAUX PARTIS POLITIQUES SUR LE RÉINVESTISSEMENT

#### Rencontre avec Michelle Courchesne (PLQ)

La manifestation du 12 octobre 2007, tenue devant l'Assemblée nationale, faisait suite à l'adoption de la Déclaration de la Coalition au rassemblement de novembre-décembre 2006 à Québec.

Nous voulions présenter notre Déclaration à la ministre et lui expliquer le besoin de réinvestir dans les cégeps, à hauteur de 40 % des montants fédéraux prévus pour l'enseignement supérieur québécois.

Madame Michelle Courchesne nous a reçus et écoutés, à l'Assemblée nationale, le 16 octobre 2007. Nous lui avons exposé les effets des compressions budgétaires successives sur les services rendus par toutes les catégories de personnel et sur les besoins des étudiantes et des étudiants.

La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport s'est montrée particulièrement sensible aux besoins d'orientation et de suivi des jeunes à cette étape de leur existence.

Elle nous a réaffirmé qu'elle croyait dans les cégeps, qui sont un atout pour former la jeunesse, entre autres au niveau du DEC technique, et qu'elle tenait à ce que le réseau fonctionne bien, en y mettant les moyens nécessaires. Par ailleurs, elle n'a pas abordé le projet libéral de décentralisation accrue du réseau. Ce projet fait-il toujours partie des intentions gouvernementales ?

Déjà, dit-elle, le gouvernement du Parti libéral du Québec a cessé d'effectuer des compressions et, depuis deux ans, a recommencé à assumer les coûts de système et à réinvestir de l'argent neuf.

Au sujet de la répartition entre les cégeps et les universités du réinvestissement imminent issu des transferts fédéraux, nos représentations n'ont pas été inutiles.

L'hypothèse de reproduire la répartition de 2006, à 25 % pour les cégeps, lui avait été apparemment présentée par d'autres. Nous avons insisté sur le fait que les cégeps représentent 40 % du budget de l'enseignement supérieur. S'ils n'ont pas de déficit, contrairement aux universités, c'est qu'ils n'en ont pas le droit.

Madame Courchesne a été réceptive à ces arguments et à nos représentations. Elle a évoqué la difficulté d'effectuer certains arbitrages, ce à quoi son ministère s'employait, et a évoqué un pourcentage supérieur pour les cégeps, mais probablement inférieur à 40 %.

Habitée à ne recevoir que le point de vue des directions ou de la Fédération des cégeps, madame Michelle Courchesne a sincèrement apprécié le fait de pouvoir



entendre celui de la Coalition-cégeps. La ministre souhaite même que les Conseils d'administration des cégeps jouent encore davantage leur rôle de poser des questions aux directions pour s'assurer que le réinvestissement soit utilisé de la bonne façon, c'est-à-dire surtout en ressources humaines et en services aux étudiantes et aux étudiants, et que les priorités fassent consensus.

En terminant, la ministre a évoqué des tables de concertation régionales pour la formation professionnelle et technique qui

lui tiennent à cœur et son souci de soutenir tous les cégeps selon leurs besoins, ceux de certaines régions qui ont besoin de faire face à une baisse démographique et ceux de certaines zones métropolitaines qui ont besoin de se développer.

---

### Rencontre avec Marie Malavoy (PQ)



Madame Malavoy nous a reçus à son bureau de comté, le 15 janvier 2008. Elle s'est présentée comme une universitaire, connaissant peu la réalité des cégeps, ce qui était franc et a donné le ton d'un échange courtois, mais sans excès d'empathie. Il est vrai que le programme de son parti est en redéfinition et que le changement de chef encore récent l'incitait à la prudence.

Il n'est bien sûr pas aisé de représenter un parti qui a effectué l'essentiel des compressions budgétaires en éducation, même si c'était lié, nous a-t-on rappelé, à la réduction des transferts fédéraux.

Nous avons tout de même resitué ces compressions, dont l'enseignement supérieur paie encore le prix, dans le contexte de la recherche du déficit zéro qui était devenue l'obsession du gouvernement de l'époque.

Or, justement, maintenant que les transferts fédéraux sont imminents, le Parti Québécois appuiera-t-il notre position de réinvestir dans les cégeps à hauteur de 40 % du réinvestissement total en enseignement supérieur ?

Madame Malavoy a noté nos arguments. Elle nous a posé des questions sur la formation technique et les tables de concertation régionale, car c'est le sujet sur lequel son parti devra prendre position prochainement, tout en réécrivant son programme.

En terminant, madame Malavoy nous a assurés de son écoute. Nos représentations, dont elle doit faire

rapport à sa chef, aideront, a-t-elle affirmé, son parti à mieux tenir compte des cégeps dans la redéfinition en cours de son programme.

---

### Rencontre avec Françoise David (QS)

Nous avons eu l'occasion, le 16 janvier 2008, de rencontrer madame Françoise David, l'une des deux porte-parole de Québec solidaire.

Elle s'est présentée comme connaissant de près le milieu des cégeps et elle nous a tenu un discours très positif et très pertinent sur la valeur de l'enseignement collégial, en insistant sur la formation préuniversitaire, qui représente la moitié des 157 000 étudiantes et étudiants du collégial.

Comme mère, madame David est heureuse que les parents s'impliquent, par leur Fédération, dans la Coalition. Selon elle, les parents sont les alliés naturels des éducateurs de leurs enfants et, même si ces derniers approchent l'âge de l'autonomie, il est encore temps pour leurs parents de contribuer au succès de l'enseignement collégial.

Sur la question de la répartition à 40 % des transferts fédéraux, madame David a trouvé notre argumentation très claire et allant de soi, mais comment nous venir en aide puisque son parti n'est ni au gouvernement ni à l'Assemblée nationale ? Mais elle nous a promis que Québec solidaire appuierait officiellement la Coalition-cégeps si celle-ci prenait une position publique et sollicitait son appui.



Françoise David est au fait de la réflexion sur la pertinence du réseau des cégeps. Elle nous a mis en garde contre ce qui se cachait sous la tendance à sous-financer les cégeps.

L'enseignement collégial a besoin de se faire connaître, selon elle, car il est malsain de laisser toute la place médiatique aux deux

autres ordres d'enseignement. Il faut que la population entende davantage parler de cet ordre d'enseignement supérieur accessible et démocratique qu'est le cégep. Québec solidaire est le seul parti qui pense, non seulement réinvestir massivement en éducation, mais aussi établir la gratuité dans les cégeps en mettant fin aux frais afférents, dont le coût est estimé autour de 50 millions.

---

### Rencontre avec François Desrochers (ADQ)



Le 14 février 2008, à son bureau de comté, nous avons tout d'abord expliqué brièvement à M. Desrochers ce qu'était la Coalition-cégeps et sa raison d'être, puis souligné

l'importance de réinvestir dans le réseau à hauteur de 40 % des transferts fédéraux.

François Desrochers a éprouvé le besoin d'expliquer d'abord le malentendu qui s'était répandu dans les médias à propos de la petite phrase de Gilles Taillon. Monsieur Taillon ne faisait que reconnaître, en réponse à une question, qu'il avait participé avec André Caron au Rapport demandé par la Fédération des commissions scolaires. Ce rapport proposait d'intégrer le secteur technique au secteur professionnel des commissions scolaires, de reprendre une année aux cégeps et d'en donner une autre aux universités. Il n'exprimait en aucune façon le point de vue de l'ADQ sur les cégeps et sa phrase a été citée hors contexte. « Les cégeps sont là pour rester », a conclu François Desrochers.

En ce qui a trait à la proportion de 40 %, monsieur Desrochers a abondé dans notre sens, nous a appris que la Fédération des cégeps lui avait tenu le même discours et qu'il le trouvait bien fondé. Il a dit qu'il poserait une question en chambre à la ministre à ce sujet.

Puis monsieur Desrochers nous a parlé franchement de sa vision du

développement des cégeps. Son parti souhaiterait rapprocher encore davantage formation professionnelle et technique et peut-être même faire des cégeps les maîtres d'œuvre de la formation professionnelle. De plus, il pense que les entreprises privées n'ont pas assez de place dans le développement des programmes et qu'il faut répondre à leurs besoins plus rapidement, formation continue et formation régulière confondues. Pour l'ADQ, le modèle universitaire devrait être aussi celui des cégeps : décentralisation et droit de faire des déficits, en plus de se rapprocher des entreprises régionales.

M. Desrochers nous a demandé notre vision du développement des cégeps. Nous avons alors repris les notions de réseau, d'accessibilité et de qualité, sommes revenus sur le financement et sur la nécessité que les directions prennent les bonnes décisions et engagent du personnel de soutien, professionnel et enseignant pour répondre aux besoins des étudiantes et des étudiants plutôt que dans d'autres projets.

M. Desrochers en a pris bonne note et a souligné que l'analyse des nouveaux besoins des étudiantes et des étudiants en difficulté, provenant du secondaire, lui semblait une chose urgente à faire, surtout avec la réforme et son passage automatique. Pour finir, il a affirmé que l'ADQ investirait massivement en éducation et dans les cégeps et que ce serait même, avec le secteur de la santé, une priorité absolue.

